



CNESER en commission permanente du 14 avril 2026

## DÉCLARATION LIMINAIRE

Mesdames et messieurs,

Le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) subit des attaques répétées, qui convergent et se systématisent, mettant en grand danger ses missions et, par là, l'avenir de notre société.

Nous citerons d'abord l'absence d'un budget à la hauteur des besoins, qui oblige à amputer drastiquement les capacités d'enseignement et de recherche. Au moment où les plans d'austérité fleurissent dans la plupart des universités, qui sont exsangues, le manque d'argent a un impact sur les capacités d'accueil, les heures dispensées dans les maquettes, le financement des recherches, l'emploi, la mise en sécurité des bâtiments, etc. : les personnels ne peuvent plus suppléer au manque de tout par un surcroît de travail au détriment de leur santé. La dégradation de leurs conditions de travail les affecte profondément comme en témoignent les enquêtes menées par les membres des FSSSCT. Cela va en outre s'aggraver avec la hausse des prix de l'énergie, et on voit certaines universités, pour satisfaire les demandes de ressources propres, mettre en place les frais d'inscription différenciés pour les étudiant·es extra-communautaires. Ainsi à Strasbourg, 47 étudiant·es ont été désinscrit·es le 31 mars faute de ne pouvoir payer ces frais supplémentaires. Cette décision est proprement inhumaine ([voir CP ici](#)). En est-on réduit à cela en France ? La mesure de différenciation des droits d'inscription est inique, nous nous y opposons depuis le début : elle est en outre tout à fait inefficace pour véritablement augmenter les ressources et nuit au rayonnement international de notre pays.

Dans ce contexte la façon dont se tiennent les « assises du financement de l'ESR » est une attaque de plus du ministère contre les personnels : établir un « diagnostic partagé, rigoureux et incontestable sur la situation financière des universités » suppose de mettre *au travail* l'ensemble des parties concernées, organisations syndicales (OS) comprises, sur des *documents sources communs* et pas de n'associer les OS qu'à une partie des réunions, réunions sans communication de documents préalables et qui en outre se présentent comme une communication de résultats qui ne peuvent être débattus. *Le diagnostic sera donc ni partagé, ni incontestable, ni rigoureux* : un travail incontestable et rigoureux n'a pas besoin d'être à ce point caché.

Le rapport rendu par Jean-Pierre Korolitski à la fin du mois de mars sur les établissements publics expérimentaux (EPE) est une attaque supplémentaire du modèle universitaire que

nous défendons, un *modèle collégial et démocratique*, le premier terme, collégial, étant foulé aux pieds dans la plupart des recommandations effectuées.

La collégialité fonde pourtant l'esprit comme la lettre d'un modèle universitaire désirable, parce qu'il permet d'associer l'ensemble de la communauté à un projet partagé, de le définir de la façon la moins désastreuse possible compte tenu des contraintes de tous ordres auxquelles les universités font face, et d'assurer la liberté académique, aujourd'hui en grand danger, qui est la condition *sine qua non* d'exercice des missions d'enseignement et de recherche. La collégialité est aussi une garantie essentielle de la préservation de nos conditions de travail et des conditions d'études. Il manque là encore un véritable bilan, scientifique, qui s'attache aux faits et aux effets produits et n'occulte pas des pans entiers de nos métiers. Les fonctions premières que doivent remplir les universités – formation et recherche –, leur raison d'être, ne sont pas au principe des modifications voulues. Il est certes assené à plusieurs endroits que le dispositif a permis d'obtenir une plus grande reconnaissance internationale dont les critères ne sont pas partagés. Mais il n'est nulle part *établi* que cela a été utile à la réalisation des missions de l'ESR et que le dispositif EPE était bien la forme la plus propice pour obtenir une telle reconnaissance. Encore une fois, asséner n'est pas démontrer !

Le but de l'ESR public n'est pas de faire remporter une compétition à certains établissements au détriment d'autres, de bien figurer dans les classements internationaux, ni de « gagner en visibilité » : il s'agit d'instruire, d'émanciper et d'élever les qualifications des jeunes générations, des citoyen·nes issu·es de toutes les classes sociales, de façon à leur permettre d'affronter les défis de demain et de produire du savoir et des connaissances, aussi bien fondamentaux qu'appliqués. Cet élément fondateur de notre service public est totalement absent du contenu du rapport... et on voit mal comment la structuration envisagée pourrait le favoriser ou le permettre. Bien au contraire, ce que nous observons depuis une dizaine d'années met en évidence que cela gêne, voire empêche, l'accomplissement de cette mission essentielle de l'université.

On ne peut malheureusement pas s'empêcher de penser que, rapport comme assises, sont en fait des façons de justifier a posteriori une politique de destruction de l'ESR public. Et que penser de la « commission d'enquête sur la capacité des universités françaises à garantir l'excellence académique du service public de l'enseignement supérieur » du Sénat... qui se déroule sans auditionner, jusqu'à présent, les représentant·es des personnels et en laissant planer le doute sur la qualité du travail de milliers de collègues.

Disons-le donc dans cette enceinte, en espérant que le message diffuse au-delà : un service public n'a pas à chercher l'excellence de quelques-un·es mais l'excellence d'un service de qualité pour tous ses usagers et toutes ses usagères, pour la société. À l'université, nous disposons des compétences pour cela, excellentes sans aucun doute, mais on nous met des bâtons dans les roues depuis des années, ce qui nous empêche de les mettre à disposition de nos concitoyen·nes avec égalité, fraternité et liberté : les obstacles sont financiers, humains, organisationnels... Nos constats, étayés, nos analyses, nos solutions, y compris celles qui ne coûtent rien, sont ignorés. Nous sommes très attaché·es aux valeurs républicaines et aux missions de formation et de recherche qui sont foulées aux pieds rapport après rapport, texte après texte, commission après commission. Sacrifier l'Université et la recherche publique est à notre sens une lourde faute politique qui aura des conséquences dramatiques irréversibles sur l'avenir si une réorientation ne s'opère pas rapidement.